

Du NON mais OUI AU OUI mais NON AU final c'est le capital qui gagne

Le 5 juillet 2015, un référendum a eu lieu en Grèce. La question posée était de savoir si le peuple grec était d'accord ou non avec le projet présenté par la TROÏKA (UE - FMI - BCE) pour poursuivre les mesures anti-populaires. Les résultats ont été : participation 62,50 %, abstention 37,50 %, vote NON 61,31 %, vote OUI 38,69 %, vote blanc et nul 5,80 %.

La campagne odieuse de propagande des chiens de garde (médias écrits et télévisés) au service du grand capital, qui définissait le référendum comme un déni de démocratie, quel n'a pas été notre plaisir, de voir la gueule de ces vendus, ainsi que celle des politiciens, véritables vassaux de la TROÏKA. Alexis TSIPRAS a pris une courageuse décision de redonner la parole au peuple grec et face à l'asphyxie de la finance, le peuple a eu une bouffée d'OXI-GENE pendant quelques jours seulement. Les Grecs ont bien fait d'adresser un NON cinglant à l'euro-dictature. Avec ce NON, ils ont rejeté la servitude qu'exigeaient d'eux les Etats d'Europe, comme celui incarné en France par HOLLANDE, VALLS, MACRON, valets du capital.

Malheureusement le NON s'est transformé en OUI. Le revirement d'Alexis TSIPRAS met en lumière le fait qu'il refuse de prendre le risque d'aller jusqu'au bout de la démarche et d'engager un véritable processus pour dégager la Grèce des griffes de ces fossoyeurs. Comment appeler la négociation de Tsipras ? Il s'est plié aux diktats de la Troïka. Avec cet accord, il s'est d'avantage soumis aux puissances étrangères. TSIPRAS a signé un accord qui recouvre presque entièrement les exigences de l'euro-groupe alors que le peuple grec avait dit NON. Le diktat de la commission européenne se referme sur la Grèce qui doit accepter des nouvelles étapes d'austérité sans aucune garantie de refinancement à long terme de sa dette. La Grèce est mise sous tutelle en livrant son

patrimoine public à une privatisation directe confiée au Luxembourg par la C.E. Si Pierre LAURENT a eu raison de dénoncer l'attitude de l'Allemagne, il a eu complètement tort de se ranger au côté d'HOLLANDE en défendant la nécessité d'un accord AUSTERITAIRE (voir l'Huma du 13 juillet). Il a pris une responsabilité horrible. Si ce qui est accepté par le gouvernement grec est pour le secrétaire national du PCF une bonne

issue à la crise, alors il faut conclure que le gouvernement HOLLANDE, VALLS, MACRON a raison de s'attaquer aux protections sociales, de démanteler le code de travail, les retraites... et d'effacer tout ce qui reste des conquêtes du conseil national de la résistance. Pierre LAURENT a-t-il parlé en tant que sénateur, secrétaire national du parti ou président du PGE ? Il a été inconcevable que le jour-même du vote à l'Assemblée du 15 juillet, la position du parti était encore confuse (Huma du 15 juillet). Il a fallu en

quelques heures que des communistes comme ceux du réseau « Faire vivre et renforcer le PCF » entre autres, que l'ancienne secrétaire nationale du parti, Marie-George Buffet, des députés communistes fassent part de leur indignation au secrétaire national qui avait annoncé un vote positif sur l'accord : « un accord difficile mais nécessaire ». Pierre Laurent s'est ressaisi grâce aux milliers de communistes qui ont dit NON à l'austérité en Grèce comme en France et qui ont fait massivement le choix des listes aux élections régionales portant la colère contre la politique HOLLANDE, VALLS, MACRON. Les députés communistes ont voté heureusement contre cet accord scélérat que l'U.E a imposé au gouvernement grec qui l'a accepté avec la bénédiction des socialistes



et de la droite grecques, malgré un vote **contre** de plusieurs ministres de SYRIZA. La présidente du parlement ZOE KONSTANTOPOULOU avait appelé les députés à résister au « chantage ».

Le **NON** mais **OUI** d'Alexis Tsipras et le **OUI** mais **NON** de Pierre LAURENT laisseront des traces. En Grèce, 109 des 201 membres du comité central de **SYRIZA** avaient appelé au rejet du plan d'austérité de Bruxelles. Depuis, plusieurs ont démissionné ainsi que des ministres, d'autres ont été démissionnés par Tsipras. Les tenants de la finance ont puni le peuple grec qui s'était doté d'un gouvernement de gauche en janvier 2015, qu'en sera-t-il demain ? L'humiliation du peuple grec est un message aux autres peuples européens et entre autres à notre peuple. Déjà, Pablo IGLESIAS, leader de PODEMOS appuie Tsipras. Au cœur de cette problématique se pose la question de l'Euro, de l'Europe, de sa construction. Depuis 2008, le parti communiste s'est transformé en PGE dont le président est Pierre Laurent et cela sans la consultation des communistes. Depuis le débat n'a pas lieu dans le PCF.

Toutes les tentatives de travailler à l'étude des alternatives ont été repoussées. Dans le numéro 27 de « Communistes » en 2012, nous avons relaté une déclaration du secrétaire national « *Le Front de Gauche n'est pas la voiture-balai du PS, mais la locomotive de toute la gauche* ». Il en est passé du temps depuis. La locomotive se serait-elle transformée en POUSSE-POUSSE de la social-démocratie, du capital ? La bourde historique de Pierre Laurent ne s'inscrit-elle pas dans une réflexion sur une social-démocratisation du PCF ? En nous faisant croire en une Europe sociale et solidaire et quelles que soient les situations violentes de cette Europe qui veut annexer tous les peuples par la finance. Ce qui expliquerait la position de notre direction sur le manque de lisibilité et de visibilité de notre parti. **L'épisode grec en est malheureusement l'exemple concret.** Le meilleur moyen d'endiguer l'austérité, c'est de reparler de la souveraineté populaire, de se battre contre le capital. On ne gère pas avec le capitalisme, on ne l'accompagne pas, on le combat ! Il est urgent d'ouvrir le débat avec les communistes sur cette question.

Jean-Louis ROLLAND

OÙ EN EST LA SITUATION DE LA CULTURE, DANS NOTRE PAYS ?

La baisse globale des dotations d'état aux collectivités de 11 milliards ne peut que toucher la culture et a des conséquences dramatiques sur l'avenir de nombreux projets culturels.

Le constat n'est pas réjouissant, réduction drastique des budgets culture, les conséquences : casse et annulation de plus de 180 festivals d'arts, de musique, d'expos, démantèlement de compagnies de théâtre, la situation de la culture est alarmante.

Devant ces constats, le gouvernement tente de se dédouaner en reportant sa responsabilité sur les collectivités territoriales et en particulier sur les élus locaux.

La ministre ne fait pas de différence entre des élus qui refusent à juste titre de faire des faux choix entre santé, logement, sports, aide sociale ou culture et, ceux de la droite ou de l'extrême droite qui profitent de l'austérité gouvernementale pour en finir avec les politiques culturelles publiques.

Les artistes parlent de suicides culturels et prévoient un énorme plan social, évidemment cela passe totalement inaperçu : en effet qui se préoccupe de l'avenir des intermittents du spectacle ?

La Ville de La Rochelle vient de délivrer un message fort en réduisant son budget culture de plus de 12%.

La République se nie quand elle abandonne l'art et la culture aux marchands, quand elle ne fait pas des droits culturels le socle de l'égalité et quand elle refuse de promouvoir sa propre diversité culturelle.

Que dit, que fait notre Parti devant ces constats ? Pas grand-chose. Est-ce suffisant de dénoncer les dogmes libéraux et la marchandisation de l'art réduit à l'état de « produits » ?

Certes des résistances, des luttes s'organisent, mais il faut que les acteurs culturels, les artistes prennent toute leur part dans ce combat de classe. Ce dont nous avons besoin c'est d'une autre politique qui ne concerne pas que la culture mais toute la politique du Pays.

Faire ce constat est une chose, décider d'agir en est une autre, chacun d'entre nous peut, doit donner son avis dans chaque lieu où il se trouve et intervenir sur les enjeux de la politique culturelle dans les collectivités, dans les associations, **en clair mener ce débat d'idées que notre Parti a abandonné dans ce domaine comme dans beaucoup d'autres.**

Agissons et animons ce débat sur la nécessité de refonder le service public de la culture dans une compétence partagée entre l'état, les collectivités et l'éducation nationale.

Organisons des initiatives culturelles locales, comme la fête du livre qu'organisait la section du Parti communiste de La Rochelle pour mettre **au centre de tout : l'art et la culture, formidable outil d'émancipation humaine, de progrès social et de démocratie citoyenne.**

Ainsi, nous agissons concrètement contre la lepénisation des esprits.

Daniel VINCE, Elu Communiste

LA REPRISE DES RELATIONS CUBA-ETATS-UNIS, EN BONNE VOIE ? (DIPLOMATIQUE ?...)

Après les déclarations simultanées des présidents Cubain et Etats-unien le 17 Décembre dernier et les 4 rondes de négociations qui en ont suivi, certes des progrès notables ont été accomplis.

Le retrait de Cuba par Washington de la liste des « pays soutenant le terrorisme » en est un. Même si l'on peut se demander ce que faisait la nation caribéenne sur cette liste, quand on sait que les Etats-Unis abritent sur leur sol des personnages peu reluisants, comme Luis Posada-Carriles, auteur intellectuel de l'attentat contre l'avion de la Cubana en 1976, et qui fit 73 victimes, et de nombreux autres attentats sur l'île. Pour rappel, les centaines d'attentats perpétrés sur l'île ont causé la mort de plus de 3 000 personnes et 2 200 blessés et handicapés à vie. Fidel Castro, lui-même, a réchappé à plus de 600 tentatives d'assassinats.

L'autre progrès notoire est la réouverture le 20 Juillet des Ambassades. Depuis la rupture unilatérale par les Etats-Unis des relations diplomatiques en 1961, seules des représentations consulaires, appelées « Sections d'Intérêts », et sous protectorat suisse, avaient « fenêtres sur rue » dans les 2 capitales. Leurs tâches officielles se résumant à l'octroi de visas, bien que la Section des Intérêts Nord-Américains (SINA) à La Havane, serve de base arrière à la « dissidence » cubaine, dont les Dames en blanc. Si la réouverture des Ambassades est actée par les 2 gouvernements, le congrès des Etats-Unis s'oppose pour l'heure à la nomination d'un ambassadeur, comme il s'oppose également aux voyages des touristes Etats-uniens sur le sol Cubain.

Mais l'essentiel reste ailleurs. Le blocus commercial, économique et financier qui frappe la grande île depuis plus de 50 ans est toujours en vigueur. Il a coûté à Cuba plus de 1 000 milliards de dollars. Seul le congrès peut lever ce blocus. La grande majorité du peuple nord-américain y est d'ailleurs favorable. Barak Obama, même s'il n'a pas le pouvoir de lever ce blocus, peut en revanche le vider de son contenu. Ce serait là un grand pas vers la normalisation des relations, car c'est bien de cela dont il s'agit.

Autre problème majeur en suspens, la restitution de la base navale de Guantanamo, annexée par les États-Unis en 1903 (amendement Platt), devenue centre de tortures (prison aux pratiques douteuses, pour nos médias...) et non restituée en 1959, au triomphe de la Révolution.

L'arrêt des émissions illégales, en regard du droit international, de radio Marti et TV Marti depuis la Floride vers Cuba est également sur la table des négociations. Ces émissions sont toujours destinées à déstabiliser le gouvernement Cubain en vue de le renverser.

La problématique des Droits de l'homme et des libertés individuelles, chère à l'administration de Washington (sic) fait partie également des discussions. Cuba n'a rien à envier à son voisin dans ce domaine. Oui, des problèmes existent à Cuba, mais que la situation en position d'agressé par son voisin impérialiste peut, en partie, expliquer. Et des problèmes existent tout autant chez son voisin du nord, comme il y en a en Europe, et partout dans le monde. D'ailleurs, selon le rapport de 2013 d'Amnesty International, qui n'est pas, loin s'en faut, une institution bolchevique, Cuba est loin d'être le plus mauvais élève de la classe.

On le voit bien, le chemin qui reste à parcourir sera très long et parsemé d'embûches. Ne nous y trompons pas, les Etats-Unis ne renoncent pas et ne renonceront jamais à leur appétit impérialiste envers Cuba. Ce qu'ils n'ont pas réussi à réaliser par la violence durant plus de 50 ans, ils tenteront de le faire par des méthodes « plus douces » : internet, communications etc... Le département d'état ne vient-il pas à nouveau d'allouer pour 2015, un budget, donc financé par les contribuables, de plus de 30 millions de dollars pour une « Cuba libre et démocratique ».

Comme disent nos amis Cubains, oui au rapprochement avec les Etats-Unis mais dans le respect de notre indépendance et de notre souveraineté. Oui, nous avons besoin de tout, sauf d'usines à chewing-gum...Tout est dit !

Didier Guilbaud, membre de Cuba Si France 17

ESCALE A LA ROCHELLE... TOUT LE MONDE DESCEND DU N°13

Comme beaucoup de Communistes, nous avons lu avec attention l'article dans « Les Nouvelles » nous informant du projet de vente du siège de notre fédération ! **C'est à dire la maison commune des communistes du Département !** Comme beaucoup, nous nous posons la question « **que cache réellement ce projet ?** ». Réelle nécessité technique ou d'accessibilité, nécessité comptable compte tenu de la situation financière de la fédération ou opération purement spéculative ?

Ce projet concerne également les communistes de la section de La Rochelle du fait que son siège est également au même endroit!

Petit rappel, la section est logée par la fédération, suite à une décision guidée d'en haut (les dirigeants de la fédération de l'époque) après la vente du local de la section (1 rue Saint Marsault à Laleu).

En échange d'un local au rez-de-chaussée du 13 rue de l'Escale ! **Décision avec laquelle nous n'étions pas d'accord**, compte tenu notamment du refus de la fédération de faire les choses en toute clarté ! Pas de trace écrite de la contrepartie suite à l'échange de locaux notamment!

Puis la section est passée au **1^{er} étage**, puis au **second étage** sur décision des mêmes dirigeants ! Qu'en sera-t-il demain si vente il y a ?

Les communistes de la section auront-ils leur mot à dire sur la décision de vente, sur le choix du nouveau siège ? Les communistes Rochelais ne seront-ils pas spoliés de leur patrimoine au bout du compte ! Rien n'est clair dans cette histoire !

L'article laisse entendre que la vente serait justifiée, entre autre, par les charges importantes liées à l'entretien du bâtiment et qu'au fil du temps celui-ci se dégraderait !

Il n'y a malheureusement pas que les biens immobiliers du Parti qu'ils ont laissé se dégrader !

Cet immeuble fait partie du patrimoine des communistes de Charente-Maritime. Les arguments développés pour sa mise en vente cachent en fait la véritable et seule raison : **la situation financière de notre fédération est catastrophique**, conséquence des errements politiques, des divisions des communistes engendrées par les **comportements sectaires et antidémocratiques de l'actuelle fédération** et des gaspillages financiers en particulier en frais d'huissiers et de justice pour une procédure d'appel suite à une condamnation judiciaire.

Depuis plusieurs années nous demandons un rapport précis et sincère sur les finances de notre fédération. Ces demandes sont toujours restées sans réponse et nous avons raison de douter de l'utilisation des fonds collectés.

Aujourd'hui, ces événements rendent absolument impérative notre demande d'un audit financier par un organisme extérieur au parti communiste pour en garantir l'objectivité.

Olivier CHEVALLIER et Jean-Louis ROLLAND
Membres du secrétariat de La Rochelle à cette époque



La solidarité de A à Z

Publié à l'occasion du 70^{ème} anniversaire du Secours populaire, cet abécédaire met en valeur des initiatives de solidarité originales et donne envie de s'engager.

Julien Lauprêtre : « *Nous plaçons le 70^{ème} anniversaire du SPF sous le signe de la Résistance, il nous faut plus de dons. Il ne s'agit pas de souffler des bougies, mais de donner des moyens nouveaux à l'association...* »

Participez financièrement au SPF de votre ville, votre localité. « LA SOLIDARITE, c'est la nouvelle RESISTANCE ».

En vente en kiosque ou le commander à AMC 17- BP 2056, 17 010 La Rochelle cedex.

Qui sommes-nous ... ?

Politique, rubriques, nos liens, archives, tous les numéros de « CommunisteS » sur notre site collectif PCF 17 :

<http://perso.wanadoo.fr/collectif.pcf17>